

Délibération n° 175/2018 du 07 septembre 2018 portant désignation des membres du Conseil d'exploitation de la restauration scolaire

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE PUNAAUIA

- **VU** la loi n° 71/1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- **VU** le décret n° 72/407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- **VU** la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, modifiée par la loi organique n°2007-223 du 21 février 2007 puis par la loi organique 2007-1719 du 07 décembre 2007 ;
- **VU** l'ordonnance n°2007-1434 du 05 octobre 2007 rendant applicable les dispositions du Code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;
- **VU** la délibération 156/2016 du 11 août 2016 créant la régie de la restauration scolaire, approuvant les statuts y afférents et désignant les membres du conseil d'exploitation de la restauration scolaire ;
- **VU** les statuts de la régie de la restauration scolaire de la Commune de PUNAAUIA, dotée de la seule autonomie financière ;
- **VU** les dispositions de l'article VII des statuts susvisés relatives à la composition du Conseil d'exploitation ;
- Après avoir délibéré, le Conseil municipal ;
- En sa séance du 07 septembre 2018 ;

ADOpte

Article 1 – Sont désignés, conformément aux statuts de la régie de la restauration scolaire de la commune de PUNAAUIA, les membres du Conseil d'exploitation suivant :

1. Madame Tatiana DUBOIS, 2^{ème} adjointe au maire ;
2. Madame Tania MANEA, 4^{ème} adjointe au maire ;
3. Madame Cathy PUCHON, 5^{ème} adjointe au maire ;
4. Monsieur Jean-Pierre CHING, conseiller ;
5. Madame Patricia TERITERAAHAUMEA, conseillère ;
6. 1 directeur d'école représentant les écoles maternelles ;
7. 1 directeur d'école représentant les écoles élémentaires ;
8. 1 représentant des associations des parents d'élèves pour les écoles maternelles ;

9. 1 représentant des associations des parents d'élèves pour les écoles élémentaires.

Article 2 – Les dispositions de l'article 3 de la délibération susvisée sont abrogées.

Article 3 – La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux (2) mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 4 – Le Maire et le receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente délibération.

*Fait et délibéré le 07 septembre 2018,
Extrait certifié conforme au registre des délibérations,*

Le secrétaire de séance,

Le Maire,

Tania MANEA-LYAU

Simplicio LISSANT

